

CANADA

(RECOURS COLLECTIF)
COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO. : 500-06-000215-034

MARK RABINOVITCH, domicilié et résidant au 288, rue Marsh, en la cité de Pointe-Claire, district de Montréal, province de Québec, H9R 5Y5

REQUÉRANT

c.

CIBC ASSET MANAGEMENT INC., personne morale dûment incorporée, ayant sa place d'affaires en la cité de Montréal, province de Québec au 1155, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1020, H3B 4R2

INTIMÉE

AVIS AUX MEMBRES

1. **PRENEZ AVIS** que l'exercice d'un recours collectif a été autorisé le 23 février 2004 par jugement de l'honorable juge Jean Normand de la Cour supérieure, pour le compte des personnes faisant partie du groupe décrit ci-après, à savoir :

Toutes les personnes qui ont acheté et/ou qui ont détenu des parts du Fonds mutuel connu originalement sous le nom de Fonds REER d'indices américains Atlas (« Atlas American RSP Index Fund »), connu subséquemment sous le nom de Fonds RER d'indices américains Merrill Lynch (« Merrill Lynch U.S. RSP Index Fund »), et maintenant connu sous le nom de Fonds RER d'indices américains Renaissance (« Atlas American RSP Index Fund »), avant le 28 mars 2002 (« date de contrôle par CIBC ») et qui ont continué de détenir des parts du Fonds après cette date (le « Groupe »);

2. Le juge en chef a ordonné que le recours collectif autorisé par ledit jugement doit être exercé dans le district de Montréal;
3. L'adresse du requérant, **MARK RABINOVITCH**, est la suivante :

288, rue Marsh
Pointe-Claire (Québec)
H9R 5Y5

4. L'adresse de l'intimée est la suivante :

CIBC ASSET MANAGEMENT INC.

1155, boul. René-Lévesque O.
Bureau 1020
Montréal (Québec)
H3B 4R2

5. Le statut de représentant pour l'exercice du recours collectif a été attribué à **MARK RABINOVITCH**;

6. Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes :

1. En assumant les risques de fluctuations reliés au taux de change, est-ce que l'intimée a changé la nature et l'objet du Fonds de ce qui était prévu par le prospectus d'Atlas?
2. Quand pour la première fois l'intimée a-t-elle soumis le Fonds à un risque de fluctuation du taux de change?
3. Est-ce que l'intimée a soumis le Fonds à un risque de fluctuation du taux de change délibérément ou par inadvertance?
4. Est-ce que l'intimée a fait défaut d'obtenir le consentement des membres du Groupe avant de changer le Fonds en un investissement dépendant du rendement du dollar canadien relativement au dollar américain?
5. Est-ce que l'intimée a fait défaut d'aviser et de dénoncer de façon précise aux membres du Groupe ses intentions de changer l'objectif fondamental et la politique d'investissement du Fonds avant de changer la nature de l'investissement du Fonds, soit d'un investissement indépendant basé seulement sur la performance de l'indice américain à un investissement aussi dépendant de la performance du dollar canadien relativement au dollar américain?
6. Est-ce que l'intimée a fait défaut de produire un avis formel qui aurait dénoncé le changement matériel quant à l'objectif fondamental et la politique d'investissement du Fonds avant d'exposer ledit Fonds à un risque de fluctuation du taux de change?
7. Si la réponse à l'une ou l'autre des questions aux paragraphes 4, 5 et 6 ci-dessus est « oui », est-ce que l'intimée a agi de façon illégale?
8. Est-ce que l'intimée a changé de façon unilatérale les caractéristiques fondamentales ou l'objectif du Fonds, et est-ce que l'intimée a le droit de le faire de la manière dont elle l'a fait?
9. Quel impact le comportement fautif de l'intimée a-t-il eu sur la valeur du Fonds?
10. Quelle aurait été la valeur du Fonds si l'intimée avait calqué de façon appropriée les indices boursiers américains sans assumer le risque de fluctuation du taux de change?

11. Est-ce que l'intimée devrait être tenue responsable envers le requérant ainsi qu'envers les membres du Groupe pour les dommages subis résultant du comportement fautif de l'intimée?
 12. Quelle est la manière la plus appropriée de compenser les membres du Groupe pour les dommages subis?
 13. Est-ce que la responsabilité de l'intimée est engagée relativement aux frais suivants encourus ou à être encourus par les membres du Groupe dans la présente affaire :
 - a) Coût des frais d'enquête?
 - b) Coût des honoraires extra-judiciaires des avocats du requérant et des membres du Groupe?
 - c) Coût des déboursés extra-judiciaires encourus par les avocats du requérant et des membres du Groupe?
7. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :
1. **ACCUEILLIR** l'action du requérant contre l'intimée;
 2. **CONDAMNER** l'intimée à compenser le requérant et tous les membres du Groupe pour la dépréciation de la valeur du Fonds et des investissements des membres du Groupe causée par le comportement fautif de l'intimée, avec intérêts à compter de la date de signification de la présente requête ainsi que l'indemnité additionnelle prévue par la loi;
 3. **DÉCLARER** que l'intimée est responsable des frais et honoraires judiciaires et extra-judiciaires, incluant les frais d'expertise encourus aux présentes pour et au nom du requérant et des membres du Groupe;
 4. **ORDONNER** le remboursement collectif du montant total de toutes les réclamations des membres du Groupe;
 5. **ORDONNER** que les réclamations des membres du Groupe soient l'objet de réclamations individuelles conformément aux articles 1037 à 1040 du *Code de procédure civile* ou, si impraticable ou inefficace, **ORDONNER** à l'intimée de prendre toutes les mesures que cette honorable Cour juge être dans le meilleur intérêt des membres du Groupe;
 6. **ORDONNER** à l'intimée d'informer tous les membres du Groupe de la présente action;
 7. **CONDAMNER** l'intimée à rembourser les frais encourus pour toute enquête nécessaire afin d'établir la responsabilité de l'intimée dans cette affaire, incluant les honoraires extra-judiciaires des avocats du requérant et les déboursés extra-judiciaires, incluant les frais d'expertise;
 8. **CONDAMNER** le requérant à toute autre conclusion que cette honorable Cour jugera appropriée;

LE TOUT AVEC FRAIS, INCLUANT LES FRAIS DES PIÈCES, D'EXPERT, D'EXPERTISE ET DE PUBLICATION DES AVIS.

Le recours collectif à être exercé par le représentant pour le compte des membres du Groupe consistera en :

- 8.1 Une action en dommages compensatoires contre l'intimée pour sanctionner son défaut d'avoir avisé le requérant et les membres du Groupe du changement de l'objectif fondamental et de la politique d'investissement du Fonds, c'est-à-dire son assujettissement aux risques de fluctuation du taux de change, et pour ainsi avoir fait défaut de s'assurer que le rendement du Fonds ne dépendrait que du rendement des indices boursiers américains.
9. Tout membre faisant partie du Groupe, qui ne s'en sera pas exclu de la façon ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur le recours collectif;
10. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure (sauf permission spéciale) a été fixée au 30 avril 2004;
11. Un membre, qui n'a pas déjà intenté de recours personnel, peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion;
12. Tout membre du groupe qui a intenté un recours dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion;
13. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif;
14. Un membre peut faire recevoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile pour le groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande de l'intimée. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable que si le Tribunal le considère nécessaire.

MONTREAL, le 8 mars, 2004

(s) KUGLER KANDESTIN

KUGLER KANDESTIN

1 Place Ville Marie, Suite 2101, Montréal, QC H3B 2C6

(s) STEIN & STEIN

STEIN & STEIN

401 Sherbrooke Ouest,
Montréal, QC H3E 1A7

**AVOCATS POUR LE REQUÉRANT
ET LE GROUPE**

CANADA

(CLASS ACTION)

PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL

SUPERIOR COURT

NO.: 500-06-000215-034

MARK RABINOVITCH, domiciled and residing at 288 Marsh Street, in the City of Pointe-Claire, District of Montreal, Province of Quebec, H9R 5Y5;

PETITIONER

v.

CIBC ASSET MANAGEMENT INC., a legal person, duly constituted according to law, having a place of business in the City of Montreal, Province of Quebec at 1155 René Levesque West, Suite 1020, H3B 4R2;

RESPONDENT

NOTICE TO MEMBERS

1. **TAKE NOTICE** that the bringing of a class action has been authorized on the 23rd day of February, 2004 by Judgment of the Honourable Mr. Justice Jean Normand, of Quebec Superior Court, for the benefit of the natural persons forming part of the Class hereinafter described, namely:-

All persons who purchased, or were holders of units in a mutual fund originally known as Atlas American RSP Index Fund, subsequently known as Merrill Lynch U.S. RSP Index Fund, and currently known as the Renaissance U.S. RSP Index Fund (the "Fund") prior to March 28, 2002 (the "CIBC Control Date"), and who remained unit holders of the Fund after the CIBC Control Date (the "Class");

2. The Chief Justice has ordered that the class action authorized by the said Judgment shall be brought in the District of Montreal.
3. The address of the Petitioner **MARK RABINOVITCH** is as follows:-

288 Marsh Street
Pointe-Claire, Quebec
H9R 5Y5

4. The address of the Respondent is as follows:-

CIBC ASSET MANAGEMENT INC.
1155 René Levesque West, Suite 1020
Montreal, Quebec
H3B 4R2

5. For the purposes of the class action, the status of Petitioner has been ascribed to **MARK RABINOVITCH**;
6. The principal questions of law and of fact to be dealt with collectively are as follows:-
 1. By assuming the risk of fluctuations in the Exchange Rate, has the Respondent changed the nature and object of the Fund from that provided for in the Atlas Prospectus?
 2. When did the Respondent first submit the Fund to a currency risk?
 3. Did the Respondent submit the Fund to a currency risk deliberately or inadvertently?
 4. Did the Respondent fail to obtain the consent of the members of the Class before changing the Fund into an investment dependent upon the performance of the Canadian Dollar relative to the U.S. Dollar?
 5. Did the Respondent fail to inform, notify and accurately disclose to the members of the Class its intended Fundamental Objective and Investment Policy change prior to changing the nature of the investment in the Fund from an investment dependent only on the performance of the U.S. Indices to an investment also dependent on the performance of the Canadian Dollar relative to the U.S. Dollar?
 6. Before exposing the Fund to currency risk, did the Respondent fail to issue a material change notice which accurately disclosed the material change in its Fundamental Objective and Investment Policy?
 7. If the answer to any of the questions in paragraphs 5.4, 5.5 and 5.6 above is "yes", did the Respondent act illegally?
 8. Did the Respondent unilaterally change the fundamental characteristic or objective of the Fund, and did the Respondent have the right to do so in the manner that it did?
 9. What impact has the Respondent's wrongful behaviour had on the value of the Fund?
 10. What would the value of the Fund be if the Respondent had properly mirrored the U.S. Indices without assuming the risk of fluctuation in the Exchange Rate?
 11. Is the Respondent liable to the Petitioner and the other members of the Class for the damages sustained as a result of the Respondent's wrongful behaviour?
 12. What is the most appropriate method of compensating the members of the Class for the damages they have sustained?
 13. Is the responsibility of the Respondent engaged with respect to the following costs incurred or to be incurred on behalf of the members of the Class in the present matter:
 - a) Costs of investigation?
 - b) Extra-judicial fees of the attorneys for the Petitioner and the members of the Class?
 - c) Costs of extra-judicial disbursements by the attorneys for the Petitioner and the other members of the Class?

7. The conclusions sought in relation to such questions are as follows:-
1. **GRANT** the Action of Petitioner against the Respondent;
 2. **CONDEMN** the Respondent to compensate the Petitioner and all members of the Class for the decrease in the value of the Fund and in the Class members' investments, caused by the Respondent's Wrongful Behaviour, the whole with interest and the additional indemnity provided by law, calculated from the date of service of the present Motion;
 3. **DECLARE** that Respondent is liable for the cost of judicial and extra-judicial fees and disbursements, including fees for expertise incurred in the present matter for and in the name of Petitioner and the members of the Class;
 4. **ORDER** collective recovery of the total amount of the claims herein;
 5. **ORDER** that the claims of the members of the Class be the object of individual claims in accordance with Articles 1037 to 1040 C.C.P. or, if impracticable or inefficient, **ORDER** the Respondent to perform any remedial measures that this Honourable Court deems to be in the interests of the members of the Class;
 6. **ORDER** the Respondent to advise all of the members of the Class of the present class action lawsuit;
 7. **CONDEMN** the Respondent to pay the costs incurred for all investigation necessary in order to establish the liability of the Respondent in this matter, including the extra-judicial fees of counsel for the Petitioner and extra-judicial disbursements, including the costs of expertise;
 8. **CONDEMN** the Respondent to any further relief as may be just and proper;

THE WHOLE WITH COSTS, INCLUDING THE COSTS OF ALL EXHIBITS, EXPERTS, EXPERTISE AND PUBLICATION OF NOTICES.

The class action to be brought by the representative for the benefit of the Class will be as follows:-

- 8.1. An Action in compensatory damages against the Respondent to sanction its failure to notify the Petitioner and the members of the Class before changing the Fundamental Objective and Investment Policy of the Fund by assuming the risk of fluctuations in the Exchange Rate, and thereby failing to ensure that the performance of the Fund depended only on the performance of the U.S. Indices;
9. Any member of the Class who has not requested his/her exclusion in the manner hereinafter indicated will be bound by any judgment to be rendered on the class action.
10. The date after which a member can no longer request his/her exclusion without special permission has been set at April 30, 2004.
11. A member who has not already brought a suit in his/her own name, may request his/her exclusion from the Class by advising the Clerk of the Superior Court for the District of Montreal by registered or certified mail, before the expiry of the delay for exclusion.
12. Any member of the Class who has brought a suit which the final Judgment on the class action would decide is deemed to have requested his/her exclusion from the Class if he/she does not, before the expiry of the delay for exclusion, discontinue such suit.

13. A member of the Class other than the representative or an intervenant cannot be condemned to pay the costs of the class action.
14. The Court may permit a member to intervene in the class action if it considers such intervention useful to the Class. An intervening member may be bound to submit to examination on discovery, at the request of the Respondent. A member who does not intervene in the class action can only be required to submit to an examination on discovery, if the Court considers it useful.

MONTREAL, March 8, 2004.

(SGD) KUGLER KANDESTIN

KUGLER KANDESTIN
1 Place Ville Marie, Suite 2101, Montreal, QC H3B 2G6
(SGD) STEIN & STEIN

STEIN & STEIN
4101 Sherbrooke West,
Montreal, Quebec H3E 1A7

ATTORNEYS FOR PETITIONER